



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/C.5/870  
4 août 1961  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Seizième session

UN/SA COLLECTION

PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE 1962

Coût estimatif des grandes catégories d'activité  
de 1956 à 1961

Note du Secrétaire général

Introduction

1. On trouvera en annexe à la présente note un état indiquant la répartition, par grande catégorie d'activité, des dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation de 1956 à 1961 compris.
2. Le Secrétaire général s'est efforcé dans cette étude, de présenter les programmes de travail exécutés et leur coût plutôt que les biens et les services achetés. Cette étude peut donc servir de supplément aux projets de budget qui ont été présentés à l'Assemblée générale et approuvés par elle sur la base des chefs de dépenses.
3. Outre qu'elle indique le coût effectif des diverses activités, l'étude révèle l'évolution de ces coûts et leur importance relative dans l'ensemble des dépenses budgétaires. On peut donc juger l'ensemble du programme de travail financé par le budget ordinaire du point de vue des objectifs visés à court terme comme à long terme. En effet, on peut de la sorte voir si le coût de telle ou telle catégorie d'activité est raisonnable eu égard à l'ensemble des dépenses annuelles et cet examen, même rétrospectif, peut aider à déterminer l'importance à accorder aux programmes futurs du point de vue financier.

Classement des dépenses

4. Dans la présente étude, les dépenses sont divisées en 13 grandes catégories, elles-mêmes divisées en sous-catégories correspondant aux principales activités qui absorbent une part relativement appréciable des crédits budgétaires (pour le détail, voir l'appendice qui suit l'annexe). Par exemple, les dépenses imputables

aux activités économiques et sociales englobent onze domaines identifiables et pour l'administration générale et les services, sept. Chaque grande catégorie groupe des opérations de type homogène. Les exigences d'une gestion rationnelle des programmes obligent à confier à un seul service l'exécution d'un programme donné. Aussi a-t-on attribué dans le classement dont il s'agit l'activité en question au département chargé de son exécution et les calculs ont été influencés par les dépenses correspondantes du département.

5. On n'a pas essayé d'évaluer le coût individuel des différents projets entrant dans chaque grande catégorie d'activité. Il n'existe, en fait, aucune base statistique pour un tel calcul. Mais la division en sous-catégories, là où elle existe indique le coût de différentes parties d'un même domaine de travail qui sont d'une importance suffisante pour permettre de déterminer dans quelle mesure on a atteint les buts visés auxquels les ressources financières du budget ordinaire ont été consacrées. Les coûts ont été calculés d'après le travail exécuté tel que l'indiquent les dépenses connues et d'autres éléments identifiables touchant le volume de travail.

#### Calcul des dépenses

6. Pour les exercices 1956 à 1959, on s'est fondé sur les états vérifiés des dépenses réglées au moyen des crédits du budget ordinaire et pour 1960 et 1961 sur les projets de budget approuvés. Pour évaluer le plus exactement possible le coût de chaque activité, on a ventilé les dépenses qui sont directement et nettement imputables à l'activité en question. Le coût total indiqué pour chaque activité comprend en général des "dépenses directes" et une fraction proportionnelle du coût "des services fournis pour les conférences". Les "dépenses directes" se composent principalement : a) des salaires et traitements et des dépenses communes de personnel; b) des frais de voyage des membres d'organes et des frais de voyage du personnel en mission; c) des autres dépenses nettement imputables à l'activité en cause. Pour ventiler la fraction du coût des "services fournis pour les conférences", on s'est fondé sur les statistiques relatives au travail effectivement accomplis pour les exercices 1956 à 1959 et, pour 1960 et 1961, sur la moyenne du travail accompli au cours des exercices précédents.

/...

7. L'Organisation a des recettes annuelles assez importantes - 8,5 millions de dollars en 1956, 12,2 millions de dollars en 1961 - dont on tient compte pour fixer le montant des contributions des Etats Membres. Toutefois, ces recettes n'ont pas été prises en considération dans la présente étude et les calculs ont été faits sur la base des chiffres bruts puisque c'est ainsi que les crédits sont votés par l'Assemblée générale.

8. On n'a pas cherché à ventiler entre les diverses activités le coût de l'administration générale et des services à New York et à Genève. Dans une très grande mesure, les divers services en cause constituent par eux-mêmes des activités et, si ce n'est les hypothèses les plus arbitraires, on ne possède aucune base pour cette ventilation. En les isolant, on met davantage en relief les autres dépenses qui sont plus ou moins directement fonction de l'ampleur des différents programmes. Comme il est dit au paragraphe 3 ci-dessus, la présente étude, en donnant des chiffres pour une période de six ans, indique non seulement les coûts comparatifs des différentes catégories d'activité mais encore la tendance de ces coûts. De plus, dans la mesure où les dépenses sont une indication des priorités, elle fait ressortir l'évolution de l'ordre de priorité respectif des différents domaines de travail de l'Organisation tout entière.

Ventilation des dépenses

9. Le tableau ci-après montre les six catégories d'activité pour lesquelles les dépenses annuelles moyennes ont dépassé 3 millions de dollars pendant la période considérée.

<u>Activité</u>	<u>Dépenses par grande catégorie d'activité</u> (milliers de dollars des Etats-Unis)		<u>Augmentation annuelle moyenne de 1956 à 1961</u>
	<u>Exercice 1956</u>	<u>Exercice 1961</u>	
Economique et social	14 122	25 950	1 971
Administration générale et services	13 832	18 010	696
Assemblée générale	4 557	6 572	336
Information	4 896	5 633	123
Missions	2 795	4 151	226
Bâtiments et amélioration des locaux	2 816	3 872	176
	<u>43 018</u>	<u>64 188</u>	
Divers	<u>7 490</u>	<u>8 781</u>	215
	<u>50 508</u>	<u>72 969</u>	

/...

Coût relatif des grandes catégories d'activité

10. Le tableau ci-après qui indique, année par année de 1956 à 1961, le pourcentage des crédits budgétaires alloués à chacune des grandes catégories d'activité, révèle non moins clairement ce qu'a coûté chacune desdites catégories. Ces dernières sont rangées selon l'ordre d'importance des dépenses, déterminé par le pourcentage moyen des crédits budgétaires votés pour la période en question.

Dépenses budgétaires imputables aux grandes catégories d'activité  
(pourcentage)

<u>Activité</u>	<u>Moyenne pour la</u> <u>période 1956-1961</u>	<u>Pour 1956</u>	<u>Pour 1961</u>
Economique et social	30,05	27,96	35,55
Administration générale et services	25,72	27,39	24,68
Assemblée générale	9,59	9,02	9,01
Information	8,86	9,69	7,72
Missions	6,82	5,53	5,69
Bâtiments et amélioration des locaux	5,21	5,58	5,31
Tutelle	3,37	4,16	2,94
Haut Commissariat pour les réfugiés	2,44	1,64	3,26
Conseil de sécurité	2,30	2,75	1,94
Conférences spéciales	2,19	2,54	0,78
Juridique	2,17	2,13	1,90
Cour internationale de Justice	1,12	1,15	1,04
Dépenses spéciales	<u>0,16</u>	<u>0,46</u>	<u>0,18</u>
	<u>100,00</u>	<u>100,00</u>	<u>100,00</u>

11. On remarquera donc que si à l'exception des conférences spéciales et des dépenses spéciales, le montant alloué à chaque catégorie a été plus élevé en valeur absolue en 1961 qu'en 1956, il a été plus faible en valeur relative - c'est-à-dire en pourcentage du budget total - dans le cas de 10 des 13 catégories considérées. Il y a sans doute ici un certain jeu dans l'application des priorités en ce qui concerne le montant des dépenses. En comparant les pourcentages de 1961 avec les pourcentages moyens de l'ensemble de la période, on obtient confirmation de l'évolution générale sinon exactement les mêmes résultats pour ce

/...

qui est du détail. Cela semble indiquer qu'un programme de dépenses prioritaires a été appliqué avec une certaine continuité pendant plusieurs années. Il y a lieu de noter qu'à partir de 1959 certaines dépenses d'administration qui, les exercices précédents, étaient imputées directement soit sur le Compte spécial du Programme élargi d'assistance technique soit sur le Fonds des contributions bénévoles gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés, ont été inscrites au budget ordinaire et qu'une subvention correspondante a été portée en recettes.

12. Un examen un peu plus attentif des deux principaux domaines de dépenses - activités économiques et sociales et administration générale et services - apporte une nouvelle preuve de l'application d'un ordre de priorité.

13. Dans le cas des activités économiques et sociales, les dépenses consacrées aux activités régionales ont tendance à augmenter. C'est ce qui ressort du tableau récapitulatif ci-dessous dans lequel la part du budget consacrée aux commissions économiques régionales et programmes techniques est comparée à la fonction attribuée à toutes les autres activités dans les domaines économique, social et des droits de l'homme.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
	(pourcentage)					
Commissions économiques régionales et programmes techniques	13,64	13,96	12,88	16,28	17,24	22,41
Autres activités dans les domaines économique et social	14,32	14,48	13,15	13,32	13,76	13,14

Si cette analyse était faite uniquement d'après les dépenses consacrées aux activités économiques et sociales, la tendance serait beaucoup plus marquée.

14. En ce qui concerne le coût de l'administration générale et des services, un examen plus attentif montre qu'en pourcentage, le coût de chaque activité relevant de ce secteur a eu tendance à diminuer depuis 1957, bien que le montant brut du budget de l'Organisation ait augmenté.

/...

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
	(pourcentage)					
Cabinet du Secrétaire général et cabinet des Sous-Secrétaires aux affaires politiques spéciales	1,29	1,44	1,35	1,49	1,48	1,32
Services administratifs et financiers	5,01	5,05	4,57	4,80	4,65	4,65
Services généraux	8,68	9,01	8,44	8,60	8,73	8,17
Bibliothèque	1,65	1,71	1,55	1,67	1,71	1,60
Charges communes et matériel	7,78	8,00	7,43	7,24	7,52	6,63

15. L'évolution ci-dessus est démontrée de façon encore plus frappante si l'on limite la comparaison aux seuls services fournis pour les conférences :

1956	1957	1958	1959	1960	1961
(en pourcentage)					
18,81	19,50	17,72	18,27	17,92	16,65

En chiffres absolus, les dépenses ont augmenté de 9,5 millions de dollars en 1956 à 12 millions de dollars en 1961, mais, en pourcentage du budget brut, elles sont tombées de 18,81% en 1956 à 16,65% en 1961. Le crédit supplémentaire de 3,5 millions de dollars voté en 1961 pour les programmes techniques a nettement influencé les pourcentages de cet exercice mais, si l'on s'arrête à 1960, on peut encore discerner l'évolution indiquée ci-dessus. Même à supposer que le programme total reste à son niveau actuel, il est probable que les coûts augmenteront régulièrement. Si, comme on le prévoit, le programme est élargi, il faut s'attendre à une augmentation plus forte encore.

ANNEXE

COUT ESTIMATIF DES GRANDES CATEGORIES D'ACTIVITE  
 DE 1956 A 1961

L'état suivant est fondé, pour la période 1956 à 1959, sur les états vérifiés des dépenses réglées au moyen de crédits du budget ordinaire et, pour 1960 et 1961, sur les projets de budget.

<u>Catégorie d'activité*</u>	<u>Exercice</u>	<u>Coût des services fournis</u>		<u>Total brut</u>
		<u>Dépenses directes</u>	<u>pour les conférences<sup>1/</sup></u>	
(Milliers de dollars des Etats-Unis)				
I. Assemblée générale, commissions et comités (non compris la Commission du droit international)	1961-projet de budget	1 809	4.763	6 572
	1960-projet de budget	1 705	4 616	6 321
	1959 .....	1 213	4 477	5 690
	1958 .....	1 408	4 213	5 621
	1957 .....	1 726	4 503	6 229
	1956 .....	1 331	3 226	4 557
II. Conseil de sécurité	1961-projet de budget	904	510	1 414
	1960-projet de budget	880	495	1 375
	1959 .....	873	319	1 192
	1958 .....	912	497	1 409
	1957 .....	1 136	520	1 656
	1956 .....	964	423	1 387
III. Tutelle : Conseil de tutelle, commissions et comités et activités connexes	1961-projet de budget	1 113	1 030	2 143
	1960-projet de budget	1 175	999	2 174
	1959 .....	1 150	899	2 049
	1958 .....	1 098	837	1 935
	1957 .....	1 130	797	1 927
	1956 .....	1 082	1 019	2 101

/...

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Exercice</u>	Coût des services fournis		<u>Total brut</u>
		<u>Dépenses directes</u>	<u>pour les conférences</u> <sup>1/</sup>	
(Milliers de dollars des Etats-Unis)				
IV. Missions, y compris le Service mobile 2/	1961-projet de budget	4 151	-	4 151
	1960-projet de budget	4 054	-	4 054
	1959 .....	4 177	-	4 177
	1958 .....	6 831	-	6 831
	1957 .....	2 889	-	2 889
	1956 .....	2 795	-	2 795
V. Economique et social :				
a) Conseil économique et social	1961-projet de budget	430	1 026	1 456
	1960-projet de budget	375	995	1 370
	1959 .....	340	783	1 123
	1958 .....	328	939	1 267
	1957 .....	351	918	1 269
	1956 .....	337	976	1 313
b) Activités économiques	1961-projet de budget	2 298	313	2 611
	1960-projet de budget	2 188	304	2 492
	1959 .....	1 901	302	2 203
	1958 .....	1 857	255	2 112
	1957 .....	1 741	250	1 991
	1956 .....	1 657	266	1 923
c) Commissions économiques régionales :				
i) Afrique	1961-projet de budget	1 673	10	1 683
	1960-projet de budget	950	10	960
	1959 .....	424	19	443
	1958 .....	145	7	152
	1957 .....	-	-	-
	1956 .....	-	-	-

/...

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Exercice</u>	<u>Dépenses directes</u>	Coût des services fournis	<u>Total brut</u>
			pour les conférences <sup>1/</sup>	
(Milliers de dollars des Etats-Unis)				
ii) Asie et Extrême-Orient	1961-projet de budget	2 162	33	2 195
	1960-projet de budget	1 920	32	1 952
	1959 .....	1 834	32	1 866
	1958 .....	1 762	27	1 789
	1957 .....	1 502	26	1 528
	1956 .....	1 225	28	1 253
	iii) Europe	1961-projet de budget	1 611	814
1960-projet de budget		1 519	789	2 308
1959 .....		1 416	777	2 193
1958 .....		1 349	665	2 014
1957 .....		1 333	652	1 985
1956 .....		1 210	692	1 902
iv) Amérique latine		1961-projet de budget	2 418	40
	1960-projet de budget	2 042	39	2 081
	1959 .....	1 867	67	1 934
	1958 .....	1 600	18	1 618
	1957 .....	1 650	17	1 667
	1956 .....	1 279	19	1 298
	d) Statistique	1961-projet de budget	1 480	250
1960-projet de budget		1 386	243	1 629
1959 .....		1 300	182	1 482
1958 .....		1 258	233	1 491
1957 .....		1 185	229	1 414
1956 .....		1 126	243	1 369
e) Activités sociales		1961-projet de budget	1 608	383
	1960-projet de budget	1 438	371	1 809
	1959 .....	1 352	425	1 777
	1958 .....	1 319	283	1 602
	1957 .....	1 286	277	1 563
	1956 .....	1 117	294	1 411

/...

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Exercice</u>	<u>Dépenses directes</u>	<u>Coût des services fournis pour les conférences<sup>1/</sup></u>	<u>Total brut</u>
(Milliers de dollars des Etats-Unis)				
f) Stupéfiants (y compris le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants)	1961-projet de budget	476	208	684
	1960-projet de budget	445	201	646
	1959 .....	433	175	608
	1958 .....	425	182	607
	1957 .....	380	178	558
	1956 .....	366	189	555
g) Droits de l'homme	1961-projet de budget	645	465	1 110
	1960-projet de budget	656	451	1 107
	1959 .....	563	435	998
	1958 .....	538	385	923
	1957 .....	527	377	904
	1956 .....	515	400	915
h) Opérations et programmes techniques 3/	1961-projet de budget	7 448	159	7 607
	1960-projet de budget	3 869	154	4 023
	1959 .....	3 398	164	3 562
	1958 .....	2 137	124	2 261
	1957 .....	2 123	121	2 244
	1956 .....	2 054	129	2 183
Total, Economique et social	1961-projet de budget	<u>22 249</u>	<u>3 701</u>	<u>25 950</u>
	1960-p. ojet de budget	<u>16 788</u>	<u>3 589</u>	<u>20 377</u>
	1959 .....	<u>14 828</u>	<u>3 361</u>	<u>18 189</u>
	1958 .....	<u>12 718</u>	<u>3 153</u>	<u>15 871</u>
	1957 .....	<u>12 078</u>	<u>3 045</u>	<u>15 123</u>
	1956 .....	<u>10 886</u>	<u>3 236</u>	<u>14 122</u>

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Exercice</u>	<u>Dépenses directes</u>	Coût des services fournis	<u>Total brut</u>
			pour les conférences <sup>1/</sup>	
(Milliers de dollars des Etats-Unis)				
VI. Haut Commissariat pour les réfugiés <sup>4/</sup>	1961-projet de budget	2 302	77	2 379
	1960-projet de budget	1 807	74	1 881
	1959 .....	1 666	64	1 730
	1958 .....	959	67	1 026
	1957 .....	968	66	1 034
	1956 .....	759	70	829
VII. Juridique	1961-projet de budget	923	463	1 386
	1960-projet de budget	925	449	1 374
	1959 .....	859	430	1 289
	1958 .....	933	460	1 393
	1957 .....	857	376	1 233
	1956 .....	747	329	1 076
VIII. Information <sup>5/</sup>	1961-projet de budget	5 379	254	5 633
	1960-projet de budget	5 298	246	5 544
	1959 .....	5 312	228	5 540
	1958 .....	5 133	262	5 395
	1957 .....	5 072	191	5 263
	1956 .....	4 700	196	4 896
IX. Conférences spéciales	1961-projet de budget	230	339	569
	1960-projet de budget	605	328	933
	1959 .....	1 897	391	2 288
	1958 .....	2 414	495	2 909
	1957 .....	34	23	57
	1956 .....	1 026	258	1 284

/...

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Exercice</u>	<u>Dépenses directes</u>	<u>Coût des services fournis pour les conférences</u> <sup>1/</sup>	<u>Total brut</u>
(Milliers de dollars des Etats-Unis)				
<b>X. Administration générale et services (New York et Genève)</b>				
a) Cabinet du Secrétaire général (y compris le cabinet des Sous-Secrétaires aux affaires politiques spéciales)				
	1961-projet de budget	887	77	964
	1960-projet de budget	898	76	974
	1959 .....	823	90	913
	1958 .....	757	63	820
	1957 .....	705	60	765
	1956 .....	593	60	653
b) Services administratifs et financiers				
	1961-projet de budget	3 202	188	3 390
	1960-projet de budget	2 873	181	3 054
	1959 .....	2 732	217	2 949
	1958 .....	2 630	151	2 781
	1957 .....	2 550	135	2 685
	1956 .....	2 391	140	2 531
c) Services généraux				
	1961-projet de budget	5 841	124	5 965
	1960-projet de budget	5 623	120	5 743
	1959 .....	5 195	96	5 291
	1958 .....	5 017	121	5 138
	1957 .....	4 697	93	4 790
	1956 .....	4 263	119	4 382
d) Services fournis pour les conférences				
	1961-projet de budget	12 149	(12 149)	-
	1960-projet de budget	11 777	(11 777)	-
	1959 .....	11 227	(11 227)	-
	1958 .....	10 783	(10 783)	-
	1957 .....	10 369	(10 369)	-
	1956 .....	9 504	(9 504)	-

/...

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Exercice</u>	<u>Dépenses directes</u>	Coût des services fournis pour les conférences <sup>1/</sup>	<u>Total brut</u>
(Milliers de dollars des Etats-Unis)				
e) Bibliothèque	1961-projet de budget	1 167	2	1 169
	1960-projet de budget	1 123	2	1 125
	1959 .....	1 023	2	1 025
	1958 .....	943	-	943
	1957 .....	909	-	909
	1956 .....	832	-	832
f) Charges communes et matériel	1961-projet de budget	4 837	-	4 837
	1960-projet de budget	4 940	-	4 940
	1959 .....	4 450	-	4 450
	1958 .....	4 517	-	4 517
	1957 .....	4 253	-	4 253
	1956 .....	3 927	-	3 927
g) Divers <sup>6/</sup>	1961-projet de budget	1 064	621	1 685
	1960-projet de budget	455	602	1 057
	1959 .....	384	653	1 037
	1958 .....	336	499	835
	1957 .....	372	560	932
	1956 .....	1 079	428	1 507
Total, Administration générale et services	1961-projet de budget	29 147	1 012	18 010**
** Les chiffres indiqués dans la colonne de droite (total brut) ne comprennent pas la part du coût des services fournis pour les conférences, qui a été attribuée aux diverses activités.	1960-projet de budget	27 689	981	16 893**
	1959	25 834	1 058	15 665**
	1958	24 933	834	15 034**
	1957	23 855	848	14 334**
	1956	22 589	747	13 832**

/...

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Exercice</u>	<u>Dépenses directes</u>	<u>Coût des services fournis pour les conférences<sup>1/</sup></u>	<u>Total brut</u>
(Milliers de dollars des Etats -Unis)				
XI. Bâtiments et amélioration des locaux	1961-projet de budget	3 872	-	3 872
	1960-projet de budget	3 872	-	3 872
	1959 .....	2 823	-	2 823
	1958 .....	2 785	-	2 785
	1957 .....	2 784	-	2 784
	1956 .....	2 816	-	2 816
XII. Dépenses spéciales	1961-projet de budget	134	-	134
	1960-projet de budget	185	-	185
	1959 .....	96	-	96
	1958 .....	-	-	-
	1957 .....	1	-	1
	1956 .....	231	-	231
XIII. Cour internationale de Justice	1961-projet de budget	756	-	756
	1960-projet de budget	752	-	752
	1959 .....	733	-	733
	1958 .....	675	-	675
	1957 .....	643	-	643
	1956 .....	582	-	582
TOTAL GENERAL	1961-projet de budget	<u>72 969</u>	-	<u>72 969</u>
	1960-projet de budget	<u>65 735</u>	-	<u>65 735</u>
	1959 .....	<u>61 461</u>	-	<u>61 461</u>
	1958 .....	<u>60 849</u>	-	<u>60 849</u>
	1957 .....	<u>53 173</u>	-	<u>53 173</u>
	1956 .....	<u>50 508</u>	-	<u>50 508</u>

/...

Notes

- \* Pour la composition détaillée, voir l'appendice.
- 1/ La ventilation du coût des services fournis pour les conférences pendant les exercices 1960 et 1961 a été faite à partir du volume moyen du travail effectivement accompli pendant la période de quatre ans 1956-1959. (Dans le cas des trois commissions économiques régionales - CEA, CEAE0 et CEPAL - les principales dépenses de ce genre sont inscrites à la rubrique "Dépenses directes" de la commission intéressée.)
- 2/ Les chiffres indiqués pour 1958 et 1959 comprennent le coût du Groupe d'observation des Nations Unies au Liban (3 580 742 et 120 778 dollars respectivement).
- 3/ Les chiffres indiqués pour 1959, 1960 et 1961 comprennent le coût du personnel employé à plein temps à la Direction des opérations d'assistance technique, à New York et à Genève, qui était précédemment imputé sur les crédits du Compte spécial du Programme élargi d'assistance technique. Une subvention du Compte spécial est inscrite à ce titre dans les recettes desdits exercices.
- 4/ Les chiffres indiqués pour 1959-1960 et 1961 comprennent les dépenses d'administration supplémentaires imputables aux opérations du Haut Commissariat pour les réfugiés autrefois financées par le Fonds des contributions bénévoles; une subvention du Fonds des réfugiés est inscrite à ce titre dans les recettes de chacun de ces exercices.
- 5/ Les montants indiqués n'ont pas été diminués des recettes provenant des services de télévision; les dépenses directes pour 1960 et 1961 seraient donc en réalité d'environ 5 millions de dollars inférieures aux chiffres du tableau.
- 6/ Dépenses, en majorité remboursées, imputables : a) au Secrétariat du Comité mixte de la Caisse commune des pensions; b) à certains services fournis aux institutions spécialisées; c) en 1956 et 1961, à d'autres activités financées par des recettes qui, dans l'intervalle - de 1957 à 1960 - étaient inscrites dans une partie distincte du projet de budget et ne figuraient pas dans le total des ouvertures de crédits.

APPENDICE

Notes explicatives concernant le tableau précédent (classement des crédits budgétaires par grande catégorie d'activité)

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Notes</u>
I. Assemblée générale, commissions et comités (non compris la Commission du droit international)	Coût de l'Assemblée générale, de ses comités et commissions, y compris dépenses des représentants et frais de personnel, le cas échéant, personnel temporaire, heures supplémentaires, impression des documents.
II. Conseil de sécurité	Dépenses de personnel du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité; Commission du désarmement et son Sous-Comité; <u>impression des Documents officiels du Conseil de sécurité.</u>
III. Conseil de tutelle, commissions et comités et activités connexes	Dépenses directes de personnel du Département de la tutelle et renseignements relatifs aux territoires non autonomes; missions de visite annuelles; <u>impression des Documents officiels du Conseil, de ses comités et commissions.</u>
IV. Missions, y compris le Service mobile	Missions autorisées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et autres missions inscrites au budget ordinaire.
V. Economique et social	Coût des activités économiques et sociales énumérées dans les sous-catégories ci-dessous :
a) Conseil économique et social	Dépenses du Secrétariat du Conseil; personnel temporaire; frais de voyage du personnel se rendant à des sessions qui n'ont pas lieu à New York; <u>impression des Documents officiels de<sup>s</sup> sessions.</u>

Catégorie d'activité

Notes

b) Activités économiques

Dépenses de personnel de la Division des tendances et politiques économiques générales et de ses trois services : Développement industriel, Etudes fiscales et financières et Ressources naturelles et économie transports; coût des réunions des commissions, comités et conférences traitant de questions économiques; frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants et du personnel le cas échéant; impression de publications, d'études et de rapports.

c) Commissions économiques régionales

i) Afrique

Dépenses du secrétariat de la Commission, y compris : location et entretien de locaux à Addis-Abéba; achat et entretien du matériel, des fournitures et des services nécessaires au fonctionnement de la Commission; coût des réunions de la Commission. Pour 1958, y compris également le coût de la session inaugurale de la Commission.

ii) Asie et Extrême-Orient

Dépenses du secrétariat de la Commission à Bangkok; entretien des locaux; achat du matériel, des fournitures et des services nécessaires au fonctionnement de la Commission; coût des réunions annuelles de la Commission et de ses organes subsidiaires; impression d'études et de rapports.

iii) Europe

Dépenses directes du secrétariat de la Commission à Genève; coût des réunions; impression de publications, d'études et de rapports.

Catégorie d'activité

Notes

- iv) Amérique latine
- Dépenses du secrétariat de la Commission, y compris : location et entretien des locaux à Santiago du Chili, Mexico et Washington; achat du matériel, des fournitures et des services nécessaires au fonctionnement de la Commission; session biennale de la Commission ou du Comité plénier; réunions des organes subsidiaires; réunions des ministres de l'économie des pays d'Amérique centrale; impression d'études et de rapports.
- d) Statistique
- Dépenses de personnel du Bureau de statistique; coût des réunions de la Commission de statistique (frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants et du personnel, impression de publications, d'études et de rapports sur les statistiques sociales, économiques et démographiques, etc.).
- e) Activités sociales
- Dépenses de personnel de la Direction des affaires sociales; dépenses du Bureau régional des affaires sociales à Beyrouth; coût des réunions des commissions et comités s'occupant de questions sociales; impression de publications, d'études et de rapports.
- f) Stupéfiants (y compris le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants)
- Dépenses de personnel de la Division des stupéfiants; dépenses du secrétariat commun du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants; frais de voyage et indemnité de subsistance des participants aux réunions de ces organes; impression de publications et de statistiques sur la toxicomanie.

Catégorie d'activité

Notes

g) Droits de l'homme

Dépenses de personnel de la Division des droits de l'homme; coût des services fournis aux commissions et comités s'occupant des droits de l'homme; frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants et du personnel pour les commissions; impression de publications, d'études et de rapports.

h) Opérations et programmes techniques

Participation aux dépenses d'administration et aux dépenses des services d'exécution des programmes d'assistance technique. (La différence entre le coût total des programmes et le montant payé par l'ONU est financée par le Compte spécial du PEAT). Les chiffres indiqués pour 1959, 1960 et 1961 comprennent les dépenses de personnel de la Direction des opérations d'assistance technique et du personnel de la Division de l'administration publique et du cabinet du Commissaire à l'assistance technique; toutes ces dépenses étaient précédemment financées par le Compte spécial du Programme élargi. Une subvention du Compte spécial est inscrite à ce titre dans les recettes.

VI. Haut Commissariat pour les réfugiés

Dépenses de personnel du Haut Commissariat à Genève; dépenses de personnel et dépenses d'entretien de ses délégations; frais d'imprimerie. Les chiffres indiqués pour 1959, 1960 et 1961 comprennent également les dépenses d'administration relatives aux opérations du Haut Commissariat pour les réfugiés précédemment financées par le Fonds des contributions bénévoles; une subvention du Fonds pour les réfugiés est inscrite à ce titre dans les recettes.

/...

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Notes</u>
VII. Juridique	Dépenses directes de personnel du Service juridique; coût des sessions de la Commission du droit international; impression de publications périodiques sur des questions juridiques, y compris le <u>Recueil des traités</u> .
VIII. Information	Dépenses de personnel du Service de l'information à New York et à Genève; entretien et fonctionnement des centres d'information, c'est-à-dire dépenses de personnel, frais de voyage, location et entretien des locaux, achat et entretien de machines de bureau et autres; coût du matériel et du personnel des services de photographie, de cinéma, de radio, de télévision et de télécommunications à New York, à Genève et dans les centres; dépenses de télévision pour lesquelles une somme correspondante est inscrite en recettes; impression de périodiques, livres et autre documentation d'information.
IX. Conférences spéciales	Coût des conférences internationales spéciales; à savoir : en 1956, coût de la Conférence de 1955 sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques; en 1957, coût des réunions et des consultations d'experts relatives à la Conférence de 1958 sur le droit de la mer; en 1958 : a) Conférence sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, b) Conférences sur la cessation des essais d'armes nucléaires, c) Conférence sur le droit de la mer; en 1959 : a) Conférence des Nations Unies pour l'élimination de l'apatridie ou pour la réduction du nombre des cas d'apatridie, b) deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, c) Conférence sur la cessation des essais d'armes nucléaires; en 1960 : a) deuxième Conférence internationale sur le droit de la mer, b) deuxième Conférence des /...

Catégorie d'activité

Notes

Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, c) Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, d) Conférence sur la cessation des essais d'armes nucléaires, e) Comité des dix puissances sur le désarmement; en 1961 : a) Conférence de plénipotentiaires sur les relations et immunités diplomatiques, b) Conférence des Nations Unies sur l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie géothermique.

X. Administration générale et services (New York et Genève)

Administration générale et services à New York et à Genève, se répartissant entre les sous-catégories suivantes :

a) Cabinet du Secrétaire général (y compris le Cabinet des Sous-Secrétaires aux affaires spéciales)

Frais de voyage et d'imprimerie.

b) Services administratifs et financiers

Coût des services financiers et administratifs à New York et à Genève (Service financier et Service du personnel).

c) Services généraux

Dépenses de personnel du Bureau des services généraux à New York et à Genève, y compris le coût de la section administrative du Service mobile de l'ONU à New York; frais d'imprimerie.

d) Services fournis pour les conférences

Dépenses de personnel de tous les organes et départements de l'ONU à New York et à Genève, pour l'interprétation, la préparation des Documents officiels, la traduction, l'édition, l'impression, la reproduction et la distribution des documents. La ventilation de ces dépenses entre les diverses activités d'après le volume de travail est indiquée dans la colonne "Coût des services fournis pour les conférences".

/...

<u>Catégorie d'activité</u>	<u>Notes</u>
e) Bibliothèque	Dépenses directes de personnel à New York et à Genève; coût des livres, périodiques, fournitures et services; achat de matériel.
f) Charges communes et matériel	Entretien et utilisation des bâtiments du Siège à New York et de l'Office européen à Genève; location et entretien de locaux, y compris les gros travaux d'amélioration des locaux; communications; éclairage, chauffage, etc.; location et utilisation des machines de bureau et autres; achat de matières et de fournitures; acquisition de meubles et de matériel; coût des gros travaux d'amélioration des locaux.
g) Dépenses non ventilées	Dépenses, en majorité remboursées, imputables : a) au secrétariat du Comité mixte de la Caisse commune des pensions; b) à certains services fournis aux institutions spécialisées; c) en 1956 et 1961, à d'autres activités financées par des recettes qui, dans l'intervalle - 1957 à 1960 - étaient inscrites dans une partie distincte du projet de budget et ne figuraient pas dans le total des ouvertures de crédits.
TOTAL	Les chiffres indiqués dans la colonne de droite "total brut" ne comprennent pas la part du coût des services fournis pour les conférences, qui a été attribuée aux diverses activités.
XI. Bâtiments et amélioration des locaux	Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège de l'ONU; remboursement du transfert à l'ONU des avoirs de la SDN; coût des gros travaux d'amélioration des bâtiments à New York et à Genève. En 1960 et 1961, annuités pour la construction de l'immeuble de l'ONU à Santiago du Chili.

/...

Catégorie d'activité

Notes

XII. Dépenses spéciales

Dépenses spéciales telles que :  
subventions au Fonds de l'École inter-  
nationale des Nations Unies (1956 :  
12 000 dollars; 1959 : 32 700 dollars;  
1960 : 100 000 dollars); organisation  
de l'Année mondiale du réfugié  
(1959 : 59 667 dollars; 1960 :  
30 000 dollars [crédit voté]); achat de  
"médaillles commémoratives de Corée"  
(1956 : 214 000 dollars); entretien  
du cimetière commémorant les morts des  
Nations Unies en Corée (1959 :  
3 923 dollars; 1960 : 55 000 dollars  
[crédit voté]); Comité permanent pour  
le rapatriement des enfants grecs  
- 1956 : 5 000 dollars; création d'un  
Fonds pour la recherche sur le cancer  
(1961 : 100 000 dollars).

XIII. Cour internationale de Justice

Dépenses de la Cour internationale et  
du Greffe à La Haye.

-----